



La revanche des territoires

La revanche des territoires. Une mise en perspective historique : du mouvement de marginalisation du local du 18ème au 20ème siècle à son renouveau. Premier épisode : « territoires, le déclin », le mouvement de marginalisation du territoire : l'Etat incarnation de la raison contre la tradition ; la perte d'autonomie des systèmes politico-économiques locaux et la centralisation progressive des pouvoirs de décision (voir : « le dialogue des entreprises et du territoire ») ; l'utopie de la République une et indivisible et du marché parfait : une société sans grumeau. La revanche des territoires : un mouvement universel de décentralisation associé à la crise de l'Etat.

« Est-il bien utile de discuter de ce qu'est un territoire ? Est-ce que ça vaut la peine d'y passer cinq minutes ? Y a-t-il une notion plus évidente que celle-là ? Vous allez voir que non ; et qu'au contraire, comprendre ce qu'est un territoire est un préalable pour comprendre la gouvernance territoriale ; et que par certains côtés, un territoire ce n'est pas du tout ce qu'on croit.

De nouveau, comme pour la gouvernance, il faut faire un détour par l'Histoire. Projetez-vous à la fin des années 1960. C'était le début de ma carrière professionnelle. Eh bien on n'aurait pas parié deux sous sur l'avenir des territoires. C'était anecdotique le territoire. C'était le passé.

Et effectivement, commençons par comprendre comment en deux ou trois siècles, l'idée même de territoire, des spécificités de chacun d'eux, était progressivement balayée par l'idée de progrès. On le voit très bien si on revient à l'époque de la Révolution, au débat entre Girondins et Jacobins. Déjà à l'époque, le territoire c'était le passé. C'étaient toutes ces pesanteurs héritées de la tradition, héritées de la superstition, tout ce monde de l'Ancien Régime que la Révolution, la modernité, avaient vocation à balayer.

Souvenez-vous des XVIème ou XVIIème siècles. On parlait du Roi de France avec ses bonnes villes. Ses bonnes villes. Ces villes, ça avait une réalité sociale, économique, politique formidable. Et puis petit à petit le monde change, et le territoire commence à s'estomper au plan politique, et même je dirais au plan philosophique.

On pourrait multiplier à cet égard les exemples. La science, jusqu'à ce qu'on appelle l'époque moderne, était une science des milieux ; était une science qui s'intéressait au local. Avec l'influence de l'astronomie, puis le triomphe de la mécanique newtonienne, puis avec les développements de la chimie, on commence à s'intéresser de moins en moins à ce qui est la *spécificité* de chaque milieu pour s'intéresser à des lois universelles.

Et ça a duré très longtemps. L'exemple le plus significatif est celui de l'agriculture. Un livre passionnant vient d'être publié, qui s'appelle L'Histoire politique des semences. Qu'est-ce qui a l'air d'être moins politique qu'une semence ? On voit à quel point tout le mouvement dit moderne sur les semences s'est intéressé jusqu'à une date relativement récente à produire des variétés qui se soustrayaient à la considération, pourtant historiquement majeure, de l'adaptation au milieu. Au nom de la science, on a produit des semences qui étaient sensées valoir autant dans la zone méditerranéenne que dans la zone océanique.

Tout le mouvement de l'agriculture moderne jusqu'à son renversement il y a peu, est un mouvement d'affranchissement du milieu. Depuis le XIXème siècle, on se dit « c'est quoi le

sol, eh bien c'est des éléments chimiques à apporter à la plante ». Et après tout, les qualités du sol importent moins que de doser cet apport par des engrais chimiques. La lutte organique contre les prédateurs des cultures implique des connaissances détaillées de l'écosystème. Au diable, introduisons des insecticides, voire introduisons des organismes génétiquement modifiés qui eux vont produire eux-mêmes l'insecticide.

Donc la modernité s'est identifiée pratiquement à la capacité à dépasser la résistance et la spécificité des milieux. Un grand mathématicien, Nicolas Bouleau, disait à juste titre : « Il y a deux types de sciences. Il y a la science qui consiste à chercher les lois universelles, donc applicables partout, et la science qui consiste à *chercher une bonne réponse dans un contexte donné* ». Les deux démarches sont également scientifiques. Mais ce qu'on a identifié comme la modernité était réduit à la première, à la recherche de lois universelles. Et ça a marqué notre économie, ça a marqué notre société de manière extrêmement profonde.

Les territoires de l'ancien temps, justement, c'étaient les résistances du passé, à l'image de cette diversité de poids et mesures qui caractérisait la France de l'Ancien Régime, et qu'il fallait remplacer par une unification. Et ce qui est très intéressant à cette époque-là, c'est qu'on voit *le même mouvement dans la politique et dans l'économie* : ce que j'ai appelé « l'utopie d'une société sans grumeau ». L'utopie de la société sans aspérités. Ce n'est pas un hasard que l'économie se soit fondée sur la théorie des marchés parfaits. C'est quoi un marché parfait ? C'est un marché où chacun est atomisé : pas de problèmes de mode, de lien, d'influences sociales réciproques etc. Non. C'est chaque individu face au marché. Et vous savez très bien que la Révolution a cherché à supprimer tous les corps intermédiaires, à supprimer les corporations, comme autant de résistances à la modernité, de résistances au changement.

De Gaulle avait eu une fameuse formule à propos de l'entrée de l'Angleterre dans le marché commun : « L'Angleterre, je la veux nue ». Il entendait par là : je la veux débarrassée de ses pesanteurs, de ses anciennes colonies, de ce Commonwealth qu'elle traîne maintenant derrière elle comme un boulet ... Je la veux toute seule. Eh bien, d'une certaine manière, l'Etat a fait la même chose par rapport à la société. Les citoyens, je les veux nus. Je les veux détachés de leurs pesanteurs, de leurs religions, de leurs appartenances régionales marquées par des langues régionales, marquées par des coutumes.

Donc la construction de la modernité s'est faite d'une certaine manière sur le modèle de l'universalité de la raison et de l'Etat. Et on a vu effectivement, très concrètement, le reflux des spécificités locales pendant le XVIIIème, le XIXème et une bonne partie du XXème siècle. Qu'est-ce que c'était qu'une ville marchande d'avant la révolution industrielle ? C'était une ville caractérisée par un milieu, comme l'agriculture était caractérisée par un milieu, avec ses notables, avec ses traditions, avec ses clans, avec ses minorités. Et c'est à travers ça qu'on réduisait les coûts de transaction. Qu'est-ce que c'était que le commerce à long court à l'époque ? C'était se faire confiance mutuellement pour se prêter de l'argent. Ça reposait complètement sur des systèmes de confiance mutuelle. Et l'économie était locale.

Arrive l'industrialisation : il se passe le même phénomène que dans l'agriculture. On fait abstraction du milieu pour créer des usines. Et petit à petit ces usines appartiennent à un pouvoir de plus en plus concentré, de sorte que le pouvoir échappe aux notables locaux, échappe aux classes dirigeantes locales dans la plupart des cas, surtout dans un système très centralisé comme la France. Souvenez-vous du fameux livre de Granier, « Paris et le désert français » : la concentration progressive de toute la vie économique et politique sur la capitale.

Et puis arrivent maintenant la voiture, le téléphone, ce qui n'était pas encore internet. Et on annonce la fin des villes. Les villes ? Mais c'était quoi les villes ? C'était lié aux coûts de trans-

ports, de la formation, des biens. C'est fini tout ça. De même qu'on fabrique une société isotrope, où quelle que soit la direction vers laquelle on va, ça a les mêmes qualités, on fabrique *un espace isotrope*. Il n'y a plus besoin des villes. Et donc le territoire, la ville, au moment de l'après-guerre, ce sont des résidus du passé.»

